

Pour éviter de passer à l'acte

ABUS SUR ENFANTS. C'est une réalité très peu explorée: des dizaines de milliers de personnes ressentent des pulsions ou une attirance sexuelle envers les enfants. Un espace de prévention unique en Suisse romande vient de voir le jour, pour leur permettre d'éviter de passer à l'acte.

PRISKA RAUBER

“

J'ai 19 ans et je suis confronté à des pensées pédophiles depuis un moment. Je n'ai jamais fait de mal ou touché un enfant d'une manière sexuelle, et si je pense que je ne suis pas capable d'un tel acte, que je suis conscient du préjudice qu'il constituerait pour un enfant, j'ai quand même peur d'avoir ça en moi, de faire ça. J'ai peur et je suis plein de culpabilité et d'anxiété, j'ai pensé au suicide... Je vous demande de rejoindre votre forum, pour trouver de l'aide et du conseil. Je me sens confus, comme si je ne me connaissais pas et que je ne savais pas de quoi je pourrais être capable. Je sais pour sûr que je ne veux pas être pédophile et que je ne souhaite un tel fardeau à personne. Je veux juste vivre une vie normale et être accepté, mais j'ai peur que ce soit impossible.»

Si les propos de Gab ébranlent, ils sont révélateurs d'une déplaisante réalité, encore très peu explorée: environ 50 000 adultes suisses ressentiraient une attirance sexuelle à l'égard d'enfants. Les empêcher de passer à l'acte est la mission que s'est donnée l'Espace de prévention DIS NO. Créée en avril à Monthey, cette structure unique en Suisse romande offre écoute, conseil et information à Gab et aux personnes qui, comme lui, sont

“Ces personnes peuvent se manifester d'elles-mêmes, avant de passer à l'acte, si on leur propose un service approprié.” LISA ANCONA

préoccupées par leurs attirances, leurs fantasmes ou leurs pulsions sexuelles à l'égard des enfants.

Un service «bas seuil»

Les débats se focalisent toujours autour des pédophiles condamnés et du risque de récurrence. «Rien n'est fait au niveau préventif, pour les potentiels auteurs», regrette Lisa Ancona, en charge du service DIS NO avec François Boillat. «Ne pas envisager d'autres pistes viendrait à se



Quand l'objet de son désir ne grandit pas avec soi... CHLOÉ LAMBERT

résigner, à accepter que, face au problème des abus sexuels sur les enfants, il n'y a rien d'autre à faire que d'attendre que les actes soient posés pour agir.»

Pourtant, dans les quelques pays à l'avant-garde dans ce domaine, la réalité prouve le besoin de telles structures. «Au Canada, en Allemagne ou en Angleterre, les expériences montrent que les personnes qui ressentent des attirances envers les enfants se manifestent d'elles-mêmes, avant de passer à l'acte, si on leur propose un service approprié.» C'est-à-dire un service «bas seuil», telle La main tendue, au 143. «C'est un nouveau concept, qui émerge et qui fait ses preuves, précise Lisa Ancona. Aller directement vers un psychothérapeute peut être difficile et stigmatisant.»

Auprès de l'Espace DIS NO, les gens peuvent prendre contact anonymement par e-mail. Puis décider de poursuivre ces échanges sous

forme de suivi individuel. «Nous pourrions alors les aider à chercher des moyens pour faire évoluer leur situation, les accompagner dans leurs démarches de communication avec leurs proches, dans la prise de contact avec d'autres intervenants ou des structures d'aide.» En fonction des besoins en effet, les collaborateurs – formés à l'écoute et à la médiation et sensibilisés à cette thématique spécifique – orientent les personnes vers des thérapeutes, sexologues ou psychologues, dans différentes régions de la Suisse romande. «La priorité de l'Espace est de les aider à renforcer leurs ressources personnelles pour ne jamais enfreindre le respect de l'intégrité d'un enfant ni celui de leur propre dignité.»

Préados et porno

Par choix éthique, l'Espace ne s'adresse pas aux personnes qui ont déjà commis l'irréparable. «Il

s'agit d'éviter l'amalgame, pour que les personnes qui cherchent de l'aide n'hésitent pas à nous contacter, qu'elles n'aient pas peur d'être assimilées à des abuseurs, précise Lisa Ancona. Il s'agit également de mettre en exergue l'effort, la volonté et le sens de responsabilité des personnes ayant choisi de ne jamais enfreindre le respect de l'intégrité de l'enfant. Notre but est de leur offrir un cadre non jugeant.»

Et la titulaire d'un master en droit de l'enfant de rappeler que, parmi les abuseurs, la moitié seulement est pédophile. «L'autre moitié des auteurs passent à l'acte parce qu'ils recherchent la domination, parce que, enfants, ils ont vécu des dépassements de limites ou qu'ils ont grandi dans un contexte incestueux.» Voire, à la préadolescence, ont consommé de la pornographie, admet Lisa Ancona. «Ces images véhiculent des

standards de la sexualité qui n'ont rien à voir avec la réalité. Alors oui, elles peuvent les emmener vers un comportement déviant.»

A relever encore que cette thématique ne touche pas que des hommes d'âge mûr, les femmes sont concernées. Comme les adolescents. «Beaucoup se rendent compte, à ce moment-là, que l'objet de leur désir ne grandit pas avec eux. Ils sont alors très inquiets, voire deviennent suicidaires. Mais il faut éviter de poser l'étiquette «pédophile» avant 16 ans, précise la collaboratrice de DIS NO. Car avant cela, les modes de vie ne sont pas figés, mais en développement.»

Depuis l'ouverture de l'Espace, quatre personnes ont pris contact. Peut-être quatre victimes en moins. ■

www.espacedisno.ch, 0840 740 640, espace@disno.ch

Un nouvel axe de prévention

L'Espace romand de prévention DIS NO a été créé en avril, au sein de l'association du même nom, un organisme actif depuis 1995 dans le domaine de la prévention de la maltraitance et des abus sexuels envers les enfants. L'idée consistait à apprendre aux enfants à «dire non», d'où sa dénomination.

Durant ses premières années d'activité, l'association se rend compte que les démarches préventives se focalisent principalement sur deux axes: la prévention auprès des enfants et la prévention de la récurrence. «Or, prévenir signifie, dans le sens le plus profond du terme, éviter tout abus sexuel sur enfant, a fortiori le premier. D'autre part, le fait de focaliser les actions préventives sur les enfants revient à leur faire porter la responsabilité de se protéger eux-mêmes de potentiels dangers. De plus, l'efficacité de ces programmes est remise en question», souligne l'association.

Elle décide donc de se tourner vers une prévention orientée sur les personnes n'étant jamais passées à l'acte. «Nous avons alors constaté que cette approche était très peu explorée et qu'il manquait de recherches sur le sujet», confie Lisa Ancona. Les membres de l'association l'entreprennent eux-mêmes, en 2009. La recherche débouche en 2012 sur le rapport de 196 pages, *Abus sexuels envers les enfants: éviter le premier passage à l'acte*. Sur la base de ce travail, l'association a conçu l'Espace de prévention, unique en Suisse romande. «Jusqu'à présent, aucune structure ne se profilait dans des services destinés à ces personnes, alors que dans aucun autre domaine lié à la santé publique et à la sécurité (violence conjugale, accidents, circulation routière), les messages préventifs ne se limitent qu'aux seules victimes et aux auteurs avérés.» PR

Tous ne passent pas à l'acte

Parmi ces 50 000 adultes suisses qui ressentent une attirance sexuelle envers les enfants, difficile de savoir combien passeront à l'acte. «Une moindre part, estime Lisa Ancona, en charge du service de prévention de l'Espace DIS NO. Même si c'est déjà trop, évidemment. Ce que l'on sait, c'est qu'une centaine d'abuseurs sont condamnés par année.» Et qu'ils représentent seulement 10% des cas... Nonante pour cent des abus sexuels sur enfants ne sont donc pas signalés à la justice. «Mais même en extrapolant, nous sommes loin du nombre de personnes qui ont ce genre de pulsions.»

Selon DIS NO, un grand nombre d'entre elles disposent de ressources personnelles suffisantes (sens de responsabilité, capacité à prendre en compte l'intérêt de l'enfant et de respecter son intégrité) pour ne pas envisager d'impliquer sexuellement un enfant dans leurs relations. Par contre, si ces ressources personnelles font défaut, la personne peut effectivement être considérée comme à risque, puisque l'absence d'un passage à l'acte n'est pas le fruit d'un choix assumé, mais le résultat de facteurs indépendants de leur volonté (inhibition relationnelle, peur de la prison et de l'exclusion, peur des conséquences juridiques et sociales, peur de perdre son travail). «Pour elles, il est donc primordial de disposer d'un espace d'écoute et de soutien.» Par contre, difficile d'atteindre ainsi celles qui prétendent que les contacts sexuels avec les enfants ne sont pas néfastes ou qui n'ont pas de capacité d'empathie. PR